

Français du monde-adfe

Rapport d'activité 2017-2018



Des Français engagés dans le monde

Association démocratique des Français à l'étranger
reconnue d'utilité publique



EDITO



L'année associative qui s'achève a été bien remplie quand bien même elle ne comportait pas d'enjeux d'ordre électoral. Hormis les tâches incontournables qui incombent à l'association dans sa gestion, l'information, les relations avec les sections, le Bureau national a eu, à maintes reprises, à répondre à des situations locales parfois tendues et à apporter des solutions fonctionnelles et justes autant que faire se pouvait.

Par ailleurs, Français du monde-adfe a rempli son rôle de veille et d'alerte dans tous les domaines de son champ d'intervention s'agissant notamment de la politique mise en œuvre par le gouvernement aux commandes depuis un peu plus d'un an.

FLOU et DOUTE :

A plusieurs titres ! Notamment en raison du différentiel entre l'affichage et les décisions arrêtées : c'est le cas pour l'enseignement français à l'étranger pour lequel l'amputation des crédits affectés à l'AEFE, les suppressions de supports budgétaires, les difficultés de détachement de personnels sont un coup dur pour la diplomatie culturelle et pour la francophonie tant vantées par ailleurs par le pouvoir en place.

FDM-adfe a répondu à l'invitation du directeur général de la mondialisation du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, le 27 juin dernier. Nous n'avons rien appris de nouveau s'agissant de la réflexion en cours sur l'avenir de l'enseignement français à l'étranger sinon que trois rapports devraient sortir sous peu ? Ce fut au moins l'occasion de rappeler, entr'autres éléments, notre attachement à une AEFE dûment dotée et notre opposition à ce que les résidents en poste ayant leur centre de vie établi dans les différents pays soient affectés par des refus de détachement ou soumis à la mobilité. Vous trouverez toutes les infos dans la partie enseignement rédigée par Michèle.

Concernant la représentation des Français établis hors de France, vous trouverez en annexe au RA la synthèse de mon audition du 31 janvier 2018 répondant à l'invitation de FDM-adfe par le secrétaire d'Etat, Jean-Baptiste Lemoyne. La page était déclarée blanche à ce moment-là ; il semble que depuis elle le soit moins et que l'orientation retenue soit une réduction du nombre des conseillers consulaires lesquels formeraient tous une nouvelle AFE invitée à se réunir à Paris une fois l'an. A confirmer !

A lire la synthèse évoquée plus haut, vous constaterez que ce ne sont pas les orientations que nous avons défendues : nous restons attachés à la proximité que représentent les conseillers consulaires et demandons que la formation soit mise en œuvre et que les moyens leur soient donnés pour remplir leur mandat.

Par ailleurs, Français du monde-adfe ne peut que déplorer la réduction prévue des crédits affectés au MEAE : les services consulaires vont en subir les conséquences alors que la situation est déjà tendue : faire toujours plus avec moins, assurer au moins les mêmes tâches et missions avec moins d'agents, ce n'est pas la programme qui nous sied.

AUX ARMES ! celles de l'esprit, de la conviction, de la détermination, il va sans dire. Notre association ne peut peser pour combattre les orientations qu'elle récuse que si elle est forte dans ses valeurs et en nombre. Dans ses attachements à la justice sociale, à une société de citoyens solidaires et respectés, responsables à l'égard de la planète ; à la défense des droits humains qui cette année ont fait l'objet d'un réel investissement (voir infra au RA le compte-rendu de Florian Bohême), sur toutes ces valeurs nous devons rassembler et renforcer l'association. Pour peser, FDM-adfe tire sa force de ses convictions mais également du poids du nombre de ses adhérents lequel participe à sa légitimité pour faire valoir ses choix et s'opposer à ceux qu'elle refuse.

SOLIDARITÉ :

Pour agir, il faut être convaincu que la solidarité est une valeur à défendre. Or, elle vole en éclats au niveau européen avec l'illibéralisme (inventé pour ne pas dire retour à l'autoritarisme, voire pire !) en particulier avec le groupe dit de Visegrad. Mais s'agissant de notre gouvernement, la solidarité relève davantage de la posture que de l'action visible et mesurable dès lors que le courage politique n'est pas au rendez-vous. Si la CIMADE est notre invitée pour cette AG, c'est pour réaffirmer qu'au regard des plus pauvres, des plus mal lotis, des exilés, notamment, l'Etat n'accompagne pas les nombreuses initiatives individuelles ou collectives de solidarité. On laisse des êtres humains vivre comme des animaux, en très grande précarité, image qui ne manque pas d'inquiéter la population. La loi "asile et immigration" ne résout rien et quand la loi est inhumaine, elle doit être combattue.

En conclusion, certains ne manqueront pas d'accuser Français du monde-adfe de faire de la politique. Mais dès lors que s'énonce une contestation d'orientations, de décisions ou de lois émanant d'un gouvernement, comment peut-il en être autrement ? A ce titre, nous n'avons jamais prétendu à l'apolitisme revendiqué indûment par d'autres. Pour notre part, nous assumons sans forfanterie, sans sectarisme mais convaincus que le combat pour une société plus juste et plus solidaire reste aujourd'hui, comme ce fut hier le cas, une ardente nécessité.

Gérard Martin
Secrétaire général

I. Notre association

Données-clés

Français du monde-adfe c'est :

- 38 années au service des Français établis hors de France
- Une représentation active au sein des différentes commissions consulaires et nationales compétentes pour les Français de l'étranger : protection sociale, bourses scolaires, emploi et formation professionnelle,
- Une participation à la mise au point de plans de sécurité en liaison avec nos ambassades,
- Des conseillers consulaires membres des conseils consulaires créés auprès des postes diplomatiques,
- Des conseillers élus à l'Assemblée des Français de l'étranger (AFE).

Plus de 120 sections, groupes locaux ou correspondant dans une centaine de pays :



Afrique du Sud, Algérie (Alger, Annaba, Bejaïa, Constantine, Oran, Sétif), Allemagne (Bade-Palatinat, Berlin, Hambourg, Francfort, Munich), Angola, Arabie saoudite (Djeddah, Riyadh), Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Bénin, Bolivie, Brésil (Brasilia, Rio de Janeiro, São Paulo), Burkina-Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun (Douala, Yaoundé), Canada (Montréal, Ottawa, Québec, Toronto, Victoria), République centrafricaine, Chili, Chine (Shanghai, Pékin, Hong-Kong), Chypre, Colombie, Congo (Brazzaville, Pointe Noire), République démocratique du Congo, Corée du Sud, Costa-Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Croatie, Danemark, Djibouti, Egypte (Alexandrie, Le Caire), Emirats Arabes Unis (Abou Dhabi, Dubaï), Equateur, Espagne (Barcelone, Madrid, Valence), Etats-Unis (Boston, Chicago, Los Angeles, Miami, New York, San Francisco, Sud centre des Etats-Unis, Washington), Ethiopie, Finlande, Gabon, Grèce (Athènes, Thessalonique), Guinée, Haïti, Honduras, Hongrie, Inde (Ahmedabad, New-Delhi, Pondichery), Indonésie, Iran, Irlande, Israël, Italie (Florence, Lombardie, Naples, Rome), Japon (Kyoto, Tokyo), Kenya, Laos, Liban, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Mali, Maroc (Agadir, Casablanca, Essaouira, Fès, Marrakech, Oujda, Rabat, Tanger), Ile Maurice, Mauritanie, Mexique, Monaco, Mozambique, Namibie, Nicaragua, Niger, Nigeria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Ouganda, Palestine, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pays-Bas, Pologne, Portugal (Lisbonne, Porto), Qatar, Roumanie, Royaume Uni, Russie, Salvador, Sénégal (Dakar, La Petite Côte), Seychelles, Singapour, Slovaquie, Suède, Suisse, Taïwan, Tchad, République tchèque, Thaïlande, Togo, Tunisie, Turquie, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Vietnam (Hanoï, Ho Chi Minh).

Organisation de l'association

Le Conseil d'Administration 2017-2018

Le Bureau national 2017-2018



Claudine
Lepage
Présidente



Gérard Martin
**Secrétaire
général**



Michèle
Bloch
Trésorière



Mehdi
Ben Lahcen
Portugal



Philippe
Moreau
Munich



Stéphane
Mukkaden
Norvège



Chantal
Picharles
Athènes



Florence
Baillon
Equateur



Gaëlle
Barre
Florence



Djamel
Bekkai
Boston



Florian
Bohême
Cambodge



Nathalie
Bonneu
Québec



Yamine
Bouremagh
Thaïlande



Nicole
Galeazzi
Autriche



Olivier
Jouis
Qatar



Elisabeth
Kanouté
Mali



Virgile
Mangiavillano
Turquie



Morgane
Marot
**Royaume
Uni**



Laure
Pallez
Washington



Charles
Romero
Ottawa



Hélène
Vincent
Cameroun

Les permanents de l'association



Isabelle
Chardonnet

Chargée de mission à mi-temps accueil et secrétariat administratif

Adhésions et cotisations des membres,
animation du site, participation au comité
de rédaction du magazine



Laurence
Deglane

Chargée de mission à mi-temps communication interne

Aide logistique à la création et
au développement des sections,
animation du site et des réseaux
sociaux, graphiste



Simon
Holpert

Chargé de mission communication externe et développement des partenariats

Assistant pour le groupe à l'AF ;
rédacteur en chef du magazine,
animation du site et des réseaux
sociaux.

Représentation de l'association

• Français du monde-adfe présente dans les différents organismes

Organisme	Représentants de notre association
CA de la Caisse des Français de l'Etranger (CFE)	Didier Lachize, Vice-président
France Horizon (ex Comité d'Entraide aux Français Rapatriés (CEFR))	Marie-Pascale Avignon-Vernet
Mission Laïque Française (MLF)	Michèle Bloch, Claudine Lepage
Solidarité Laïque	Jean-Louis Sabatié
CA de l'AEFE (Agence pour l'Enseignement Français à l'Etranger)	Chantal Picharles, Claudine Lepage
CNB (commission nationale des bourses)	Michèle Bloch, Philippe Loiseau
CPPAS (commission permanente pour la protection et l'action sociale)	Elisabeth Kanouté
CCPEF (commission permanente pour l'emploi et la formation)	Mehdi ben Lahcen

Activités des pôles

• Groupes de travail constitués

Thématiques	Administrateurs / Représentants de notre association
Affaires sociales	Marie-Pascale Avignon-Vernet, Elisabeth Kanouté
Communication numérique	Yamine Boudemagh, Cécilia Gondard, Virgile Mangiavillano, Charles Roméro
Droit, Fiscalité et Economie	Olivier Jouis, Nicole Galeazzi, Cécilia Gondard, Philippe Moreau, Laure Pallez
Droits humains	Florian Bohême, Claudine Lepage, Virgile Mangiavillano, Gérard Martin
Emploi et Entrepreneuriat	Gaëlle Barré, Mehdi Ben Lahcen, Yamine Boudemagh
Enseignement	Florence Baillon, Michèle Bloch, Claudine Lepage, Chantal Picharles
Environnement, Santé et Sécurité	Elisabeth Kanouté, Stéphane Mukkaden
Vie des sections	Florence Baillon, Gaëlle Barré, Mehdi Ben Lahcen, Nathalie Bonneau, Yamine Boudemagh, Stéphane Mukkaden

Affaires sociales

• Commission permanente pour l'action et la protection sociale (CCPAS) Elisabeth Kanouté

Dans le cadre de la campagne d'aide sociale 2018, le Département s'est doté de nouveaux outils permettant une gestion optimisée des données budgétaires ainsi que des données personnelles des allocataires. Les postes ont saisi leur programmation via un nouveau fichier Excel formaté, ce qui a considérablement réduit les anomalies des années précédentes.

En 2018, le Département a reçu au total 4055 demandes d'allocation individuelle (soit 49 demandes de moins par rapport à 2017). On constate de nouveau la diminution régulière des demandes au titre de l'allocation de solidarité (-92).

De manière cohérente avec les évolutions sociologiques que connaissent nos compatriotes vivant à l'étranger, les demandes d'allocation en faveur des enfants augmentent (+54 AEH/ + 19 SMES)

Par ailleurs, les demandes au titre de la prestation d'assistance consulaire observent une légère hausse (+7).

Taux de base

Le taux de base théorique de 2018 a été calculé en appliquant le taux de base de l'année 2017 et un coefficient prenant en compte l'évolution du taux de change et de l'inflation.

Pour tous les postes subissant une baisse égale ou supérieure à 20 euros la DFEA a décidé de diviser par deux le différentiel en euros :

Exemple : En 2017 le taux de base de Buenos Aires s'élevait à 529 €. Après application stricte du coefficient change /prix son taux passe à 411 €, soit une baisse de 118 € les nouveaux calculs font passer le taux de base à 446 € soit une baisse de 59 €.

En conclusion, pour 2018 nous avons eu 55 maintiens des taux de base, 28 hausses, 109 baisses et 3 créations contre 85 maintiens, 105 hausses et 13 baisses en 2017.

STAFE

En compensation de la suppression de la réserve parlementaire (3 millions 200 mille euros par an) décidée par le président de la république en 2017, 2 millions d'euros seront versés en 2018 en soutien au Tissu Associatif des Français de l'Etranger. Les associations de droit local concernées par cette subvention devront assurer 50% d'autofinancement de leur projet.

Conclusion : Les crédits d'intervention pour l'aide sociale sont en baisse (taux de base) ce qui impacte les subventions au CCPAS. Dans le dispositif du STAFE le compte n'y est pas. Ces baisses anticipent pour 2019 d'une diminution de l'enveloppe du programme¹⁵¹ alors que la communauté des Français de l'Etranger est chaque année plus nombreuse. Cela ne sera pas sans conséquences pour la vie des familles françaises installées à l'étranger.

• France Horizon Marie-Pascale Avignon-Vernet

Après les rapatriements massifs en provenance du Proche Orient des années 2011 - 2015, on constate depuis deux ans, un tassement du nombre de rapatriements : en 2017, 408 Français de l'étranger ont été accueillis, hébergés et accompagnés dans un établissement de France Horizon, dont 201 nouveaux arrivés : parmi ces derniers, 64 personnes (soit 32 %) avaient été rapatriées par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, les deux tiers restant ayant été orientés vers France Horizon par les SIAO (services intégrés d'accueil et d'orientation) peu de temps après leur retour en France par leurs propres moyens. Pour mémoire, en 2016 il y avait 441 personnes accompagnées, dont 159 nouveaux arrivants, pour moitié (82) rapatriés par le ministère. On voit donc une évolution significative : de plus en plus les Français rentrés par leurs propres moyens et affrontant de graves difficultés de réinsertion, s'adressent aux services sociaux qui les dirigent vers les établissements de France Horizon, surtout dans les départements où ils sont implantés. C'est bien la démarche à conseiller à tous ceux qui interrogent responsables de section et les élus consulaires avant de partir en France : s'ils n'ont personne pour les accueillir durablement, mais, ne relèvent pas du rapatriement consulaire, ils peuvent s'adresser aux services sociaux de leur lieu d'arrivée en France, au SIAO départemental qui examinera leur dossier et pourra faire appel à France Horizon pour les accueillir et les aider.

Cette association en forte croissance (+ 40% en deux ans) mais où la proportion des Français de l'étranger rapatriés accueillis atteint à peine 4%, met ses compétences avérées au service des personnes en difficulté (près de 12 000 personnes en demande d'insertion sociale dont plus de 3000 réfugiés et migrants), des seniors (675 personnes dans 7 EHPAD, un 8ème est en construction) et des enfants en crèche (2 crèches sociales sur Paris, et 2 autres prévues). On voit la part croissante de l'effort accompli en faveur des personnes en difficulté : des 310 Saint-Martinois accueillis après la tempête IRMA et 150 accompagnés pendant trois mois aux mineurs étrangers isolés, des demandeurs d'asile (5 CADA) aux Syriens réinstallés, des migrants évacués des camps à Calais ou Paris, aux autres publics habituels des établissements d'insertion (sortants de prison, sdf, mères isolées, etc ...), France Horizon répond aux sollicitations des pouvoirs publics nationaux ou locaux et sait mettre en œuvre dans l'urgence les dispositifs de qualité pour l'accueil des publics souvent traumatisés ou difficiles. Grâce sans doute à l'expérience acquise par l'ancien CEFIR qui, depuis 1940, a accueilli et pris en charge de nombreux Français rapatriés dans des circonstances le plus souvent dramatiques ...

Communication Numérique

Virgile Mangiavillano, Charles Romero

Pour le pôle communication numérique le bilan s'établit comme suit :

- Modération du forum des adhérents.
- Développement du système de visioconférence.
- Ateliers numériques pour sensibiliser les participants à différents outils : "Les réseaux sociaux et Wordpress au service des sections" et "La vidéo au service des sections" pendant les rencontres associatives jeudi 23 août 2018.
- Réalisation de vidéo pour le siège.
- Réflexion pour la mise en place d'une application FDM-adfe.
- Veille sur les réseaux sociaux pour le siège.
- Soutien numérique à distance à développer.

Droit, Fiscalité et Economie

Fiscalité – Laure Pallez

En ce qui concerne le pôle fiscalité, l'activité principale a consisté à alimenter le site Internet dans ce domaine, de manière à faciliter les recherches. De nombreux articles ont également été rédigés et mis en ligne dans la rubrique fiscalité du site. Vous retrouvez le plan ci-dessous :

A. Quelques principes et définitions

1. Comment déterminer son domicile fiscal ?
2. Formalités fiscales
3. Le Service des Impôts des Particuliers Non-résidents - SIPNR
4. Calcul de l'impôt sur le revenu
5. Revenus spécifiques, règles dérogatoires - Dividendes - Impôts sur les plus-values
6. Impôt sur la fortune
7. Exit tax
8. Prélèvements sociaux
9. Les non-résidents et le prélèvement à la source

B. Conventions fiscales bilatérales

C. Gérer, transférer, rapatrier ses fonds

1. Compte bancaire
2. Placements financiers
3. Transfert ou rapatriement de fonds

Un article a été rédigé sur le prélèvement à la source qui prendra effet au 1er janvier 2019.

Enfin, au moment de la déclaration de revenus nos compatriotes de l'étranger, les réponses ont été apportées à de nombreuses questions en ligne et le pôle est resté à votre disposition toute l'année pour vous aider.

Droits Humains

Florian Bohême, Claudine Lepage, Virgile Mangiavillano, Gérard Martin

Le groupe de travail Droits Humains est composé de Florian Bohême (Cambodge), Claudine Lepage (France), Gérard Martin (France), Virgile Mangiavillano (Turquie).

En 2018, notre groupe de travail a souhaité mettre l'accent sur l'information des adhérent.e.s par l'envoi régulier de messages sur le Forum à l'occasion des Journées internationales célébrées par les Nations-Unies ou encore sur des sujets d'actualité en France. Certains de ces sujets ont par ailleurs été repris directement sur le site internet de l'association.

Parmi les thématiques que nous avons retenues : Situation en Birmanie, Loi antiterroriste en France (octobre 2017), Droits de l'enfant (20 novembre 2017), Violences faites aux femmes (25 novembre 2017), Droit de circulation personnes séropositives dans le monde (mars 2018), Journée Mondiale des réfugiés (juin 2018 – relais d'un appel de la CIMADE)...

Une vidéo a par ailleurs été réalisée puis diffusée par le groupe de travail suite à une rencontre avec Jean-Luc Romero-Michel, Président de l'association Elus Locaux contre le Sida. Cette vidéo a été vue plus de 1000 fois avec 13 partages depuis le réseau social Facebook.

A propos du Droit de circulation personnes séropositives dans le monde, Florian Bohême est intervenu auprès des élus de l'AFE et notamment de Annie Michel (New-York) afin que Jean-Luc Romero puisse être auditionné par cette Assemblée. Suite à cette audition, l'AFE a voté deux motions :

- la demande d'inscrire sur les fiches pays l'interdiction d'entrée sur leur territoire des personnes séropositives. Votée en mars 2018, cette disposition n'a pas encore été mise en application par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.
- L'organisation de campagne de sensibilisation aux questions de VIH / Sida directement dans les établissements scolaires français à l'étranger.

Concernant ce projet de campagne de sensibilisation, le groupe de travail va réfléchir à l'opportunité de pouvoir mobiliser des Fonds du STAFÉ à plusieurs pays volontaires (un point juridique sur le porteur du projet doit être éclairci) afin de lancer cette opération qui pourrait se mener en lien avec l'association Elus Locaux Contre le Sida.

Ce projet consisterait à envoyer un volontaire formé à ces questions qui ferait le tour des lycées français d'une zone pendant une période donnée. Au-delà de la mobilisation de moyens financiers, un travail de coordination important est à faire auprès de l'AEFE, mais aussi un travail de coordination avec les différentes ONG qui pourraient intervenir dans ce dossier. Nous espérons pouvoir mener à bien ce projet en 2019. Si certains pays semblent réticents à faire de la prévention sur ces questions, FDM souhaite cependant que les Lycées français puissent respecter les préconisations françaises de l'Education nationale dans ce domaine, notamment via l'accueil d'ONG spécialistes de ces questions.

Enfin, plus récemment Claudine Lepage en sa qualité d'administratrice de l'AEFE s'est engagée à intervenir auprès de cette institution afin de rappeler les règles administratives en matière de protection de la vie privée pour des couples de même sexe. Au-delà du respect de la vie privée, il en va aussi de la sécurité de nos professeur.e.s et personnels lorsque les protocoles sur la vie privée (dossier dans des placards fermés, pochettes avec les informations personnelles non-nominatives etc...) ne sont pas respectés.

Le groupe de travail Droits Humains reste à la disposition des adhérent.e.s pour lancer de nouveaux sujets de réflexion en 2019.

Emploi et entrepreneuriat

Gaëlle Barré - Mehdi Ben Lahcen

Nous avons cette année travaillé en étroite collaboration avec les membres du groupe à l'AFE en charge de cette thématique. Les membres de notre groupe ont piloté la mise en place de l'étude sur les dispositifs d'aide à l'emploi, pilotée par ExpatCommunication. Dans le cadre de cette étude, l'association a pris une part active à l'élaboration de propositions en interrogeant les conseillers consulaires et en participant à des réunions de brainstorming sur la question de l'emploi de nos compatriotes à l'étranger. Cette étude qui identifie 150 initiatives emploi à travers le monde doit pouvoir servir de base de travail à nos sections et nos conseiller-es consulaires pour établir des contacts et mettre en place des partenariats locaux dans ce domaine.

Vous pourrez trouver plus d'informations sur cette étude et les structures sur le site de l'AFE : <http://www.assemblee-afe.fr/mars-2018-travaux-de-la-commission-du-commerce-exterieur-du-developpement-durable-de-l-emploi-et-de-la-formation.html>

Suite à nos multiples relances, par l'intermédiaire de l'association ou de nos conseillers AFE, la DFAE a effectué une étude interne sur la tenue des conseils consulaires pour l'emploi et la formation professionnelle. Il en ressort que « les postes consulaires peuvent tenir des conseils consulaires en format emploi et formation professionnelle (CCEFP), si la moitié au moins des membres des conseils consulaires le réclament (cf. Art.3 et 9 du décret 2014 -144 du 18 février 2014). Les postes du réseau consulaire ont été interrogés sur la tenue des CCEFP. Seuls 12 postes tiennent des conseils consulaires au format spécifique emploi et formation professionnelle. En revanche, 33 postes mettent ce sujet à l'ordre du jour d'un conseil consulaire annuel. Les autres postes répondent que ce

sujet n'est pas pertinent dans le contexte local. Aucune information n'est remontée à la DFAE concernant des refus adressés à des conseillers consulaires à ce sujet. »

Ce chiffre n'étant pas satisfaisant il apparaît nécessaire que nos conseiller-es consulaires et président-es de section qui sont membres de ces conseils consulaires formulent une demande de telle sorte que nous puissions rentrer dans les dispositions de art.3 et 9 du décret 2014 -144 du 18 février 2014.

Par ailleurs nous avons activement contribué à la rédaction de notre magazine à chaque fois que nous avons été sollicités. Ainsi nous avons participé au numéro 190 sur les réseaux en réalisant l'interview d'Alix Carnot d'Expat-Communication, et au numéro 191 « où allons-nous ? » en faisant un point d'étape sur la réforme de la formation professionnelle des Français de l'Étranger.

Enseignements français à l'étranger

Michèle Bloch - Claudine Lepage - Chantal Picharles

Français du monde-adfe n'est pas membre de droit du CA de l'AEFE. L'association y est tout de même présente par le biais de sa présidente, Claudine Lepage, qui y siège au titre du Sénat et de Chantal Picharles au nom de l'Assemblée des Français de l'étranger (AFE).

L'année scolaire a été agitée par les critiques visant l'AEFE, les bruits de suppression de celle-ci, la volonté de certains de mettre à plat le système d'enseignement à l'étranger sans réellement expliciter ce qu'ils souhaitent en faire.... Le Président de la République s'exprimant à l'Institut de France au Luxembourg en mars a précisé sa volonté de donner « un élan nouveau aux lycées français. La France dispose aujourd'hui de 500 établissements dans le monde accueillant 350.000 élèves. C'est la colonne vertébrale de notre offre d'enseignement à travers le monde. Il sera consolidé, dynamisé pour garantir sa pérennité et répondre à la demande croissante. Les moyens seront maintenus. Le ministre, à l'été, proposera une stratégie pour mieux associer le secteur privé... Nous allons aussi développer les établissements partenaires avec l'objectif de doubler le nombre d'élèves accueillis au sein du réseau scolaire français d'ici à 2025 ».

Ce discours ne nous rassure pas alors que l'année 2017 s'est achevée sur une coupe sèche de 33M€ de la dotation de l'État à l'AEFE, par une augmentation de la participation financière complémentaire versée par les établissements (EGD et conventionnés) à l'AEFE qui est passée de 6% à 9% de leur budget pour l'année 2018 ; par une baisse du plafond d'emplois de titulaires (500 postes devraient être supprimés en trois ans). Le poids de la part patronale des pensions civiles, en constante augmentation, pèse très lourdement sur le budget de l'établissement public AEFE. Celui-ci assume aussi la responsabilité immobilière des 74 établissements EGD sans avoir la possibilité d'emprunter pour mener à bien des projets d'agrandissement ou de création. Difficile dans ces conditions d'imaginer une augmentation des capacités d'accueil dans les EGD. Associer le secteur privé est la piste principale proposée pour assurer ce développement du réseau, et déjà, des investisseurs privés, ayant senti que le marché de l'éducation était porteur, se proposent d'ouvrir ou de racheter des établissements. Nous pensons quant à nous que la notion de réseau d'enseignement français ne peut se concevoir sans l'opérateur public, qui, y compris dans les pays les plus pauvres ou difficiles, est à même de garantir la qualité de l'enseignement, de dynamiser les établissements, et de sécuriser les parcours des personnels. Si les établissements partenaires doivent se développer, il faudra veiller à ce que les accords de partenariat soient rigoureux sur ces points et comme nous ne croyons pas au caractère altruiste de ces investisseurs privés, nous demandons que les garanties les plus fortes soient exigées sur les fonds engagés, et que les conditions de reprise des établissements soient prévues en cas de défaut de l'investisseur.

La formation des personnels recrutés localement est un aspect important et si nous voyons d'un œil favorable la création du DU (diplôme universitaire) d'enseignement français à l'étranger, nous souhaitons qu'il soit destiné aux seuls vrais recrutés locaux.

Plusieurs missions, interministérielle, administratives, des inspections générales, sont chargées de faire des propositions sur l'évolution du réseau scolaire français à l'étranger. Leurs conclusions et propositions devraient être connues en fin d'année 2018. La décision finale et les moyens accordés à ce qui est le « vaisseau amiral du soft power français » seront politiques.

• Mission Laïque Française

Créée en 1902, cette association, à but non lucratif, reconnue d'utilité publique, est à la tête d'un réseau de 109 établissements d'enseignement français à l'étranger scolarisant plus de 60 000 élèves dans 38 pays. Elle mène également 19 actions de coopération éducative dans 9 pays.

Claudine Lepage est membre de la Mission Laïque Française, Michèle Bloch est membre du CA et du Bureau. Le point d'orgue de cette année a été le congrès « L'école française, une pédagogie laïque pour un monde interculturel » qui a réuni, à Deauville et pendant 5 jours, 650 congressistes qui ont débattu, partagé et se sont interrogés sur l'importance d'une pédagogie laïque en acte et en devenir, au service d'une école de la réussite et de la citoyenneté, en France et à l'étranger. Voir sur le site internet : www.mlfmonde.org

Sur le plan pédagogique, le partenariat engagé depuis 2014 entre la MLF et le Baccalauréat international a permis la signature d'un accord proposant la délivrance d'un "Diplôme bilingue avancé"(DBA) – Advanced Bilingual Diploma (ABD) forme particulière du baccalauréat international qui marque davantage la présence de la langue et de la culture françaises dans ce diplôme.

Ce diplôme a fait l'objet d'un programme pilote pluriannuel dans plusieurs écoles du réseau de la Mission laïque française aux Etats-Unis et au Canada. La première promotion est sortie cette année. Dorénavant toutes les écoles IB proposant dans le monde le Programme du Diplôme peuvent solliciter l'autorisation de mettre en place cette nouvelle certification reposant sur les deux langues que sont le français et l'anglais

La situation des établissements de la MLF au Liban s'est tendue à la suite des décisions d'augmentation des droits de scolarité consécutives à une loi votée par le Parlement en août 2017 et prévoyant une forte augmentation du salaire des enseignants (près de 70%) entraînant une augmentation mécanique des droits de scolarité en moyenne de 25% dans les 5 établissements de la MLF.

• Bourses scolaires

À la commission nationale des bourses, siègent Michèle Bloch pour notre association, Claudine Lepage – qui, malheureusement, ne pourra plus y participer l'an prochain en raison du changement de la loi sur la participation des parlementaires aux instances des établissements publics, Philippe Loiseau, adhérent de longue date de Français du monde, siège au nom de l'AFE. Vous recevez les comptes rendus des CNB qui sont aussi accessibles sur notre site.

Le bilan reste mitigé : l'enveloppe permet de répondre aux besoins tels qu'ils ressortent de l'instruction stricte des dossiers mais certaines enveloppes se sont avérées insuffisamment adaptées en raison d'un manque de justifications des besoins exprimés par les postes. En prévision de la prochaine campagne, les postes qui s'estimeront insuffisamment dotés devront argumenter leurs besoins supplémentaires durant la phase du dialogue de gestion. Nous avons relancé l'Agence sur l'amélioration encore nécessaire de la communication entre le poste et les membres du CCB au moment de l'instruction et de la définition de l'enveloppe. Nous avons également insisté pour que la consultation des PV détaillés soit rendue possible à tous les membres du CCB. L'Agence rappelle que seuls les PV sans les références des familles peuvent circuler conformément aux textes. Elle précise qu'en application du RGPD (Règlement général de protection des données personnelles), les postes devront être vigilants et rester le plus objectifs et factuels possible en s'abstenant de toute remarque inappropriée sur les situations des familles. Des cas de rupture de confidentialité sont encore constatés.

Bilan définitif 2017 du rythme sud et quasi-définitif 2017/2018 du rythme nord

Nombre de boursiers : 25 367 (20,85% des élèves Français)

Montant des attributions : 105 M€ (+1,4%)

Dotation initiale exercice 2018 : 110 M€ (comme en 2017) – Subvention de l'État : 106,7 M€ qui seront complétés par un prélèvement de 3,3M€ sur le reliquat des crédits antérieurs. (la soultte)

• L'Observatoire pour les élèves à besoins éducatifs particuliers (OBEP)

Créé en juin 2016 par l'AEFE, en lien avec la Mission laïque française (Mlf), l'Observatoire pour les élèves à besoins éducatifs particuliers (OBEP) est chargé d'analyser, d'informer et de formuler des propositions pour améliorer la scolarisation des élèves à besoins éducatifs particuliers et de mettre en valeur les bonnes pratiques des établissements français à l'étranger. Il se réunit trois fois par an (en parallèle du CA).

Les ressources documentaires à destination des parents et des enseignants figurent sur le site de l'AEFE.

Suite à la CNB de décembre 2017 la DFAE (Direction des Français à l'étranger) a réservé un budget de 300 000€, distinct du budget des bourses, pour aider les familles boursières à financer la prise en charge des frais d'accompagnement en personnels (ASESH) des élèves boursiers en situation de handicap. A la rentrée 2017, 16 493 élèves bénéficiaient d'un aménagement, soit 4,7% des élèves du réseau.

On dénombre 835 accompagnants à la scolarité des élèves en situation de handicap (ASESH), soit 736 accompagnants individuels et 99 accompagnants mutualisés.

- **FLAM**

Initié en 2001 par le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE), à l'initiative de l'ADFE, le dispositif FLAM (Français LAngue Maternelle) vise à soutenir des associations qui proposent à des enfants français établis à l'étranger, dans un contexte extrascolaire, des activités permettant de conserver la pratique du français en tant que langue maternelle et le contact avec les cultures française et francophones. Un budget de 300 000€ lui est attribué par l'AEFE.

Toutes les informations sur les groupes FLAM, les subventions possibles sont consultables sur le site FLAM : www.associations-flam.fr

II. La communication de l'association

Communication interne



- **Vie des sections**

Au cours de l'année écoulée, le Bureau national a eu à connaître des situations parfois tendues dans certaines sections. Il a eu en conséquence à trouver des réponses adaptées, notamment pour le Sénégal et la Tunisie.

Ainsi, la section Sénégal dans laquelle se trouvait le groupe local de « La Petite Côte » basé à Saly est désormais constituée en 2 sections autonomes : Dakar et Petite côte. Les statuts de « La Petite Côte » ont été rédigés avec la collaboration du secrétaire général ; la section comprend un peu plus de 300 adhérents. Celle de Dakar 54 adhérents.

S'agissant de la section de Tunisie basée à Tunis, le groupe local de Sousse-Sahel a revendiqué son autonomie par rapport à la section de Tunisie. Le Bureau national, après examen et consultation des responsables, a décidé de répondre favorablement à la demande du groupe local Sahel et prononcé son autonomie de section, à compter de septembre 2018. Le secrétaire général n'a pas manqué, au nom du Bureau national, d'appeler les différentes parties à maintenir entre elles des liens étroits et une coopération responsable et efficace.

Par ailleurs, création de sections au Honduras, à Moscou, résurrection à Boston et Los Angeles et augmentation significative des adhérents à Rome, à Francfort, à Rabat, à Tunis, à l'Ile Maurice et au Liban.

En revanche, disparition faute de l'effectif suffisant d'adhérents, des sections en Afrique du Sud, en Allemagne (Basse Franconie), en Haïti, au Congo, au Qatar, aux Emirats Arabes Unis et à Singapour. La section du Québec (Canada) est en sommeil.

Enquête auprès des adhérents : sous l'impulsion de Stéphane Mukadem, Nathalie Bonneu, Gaelle Barré et Mehdi Ben Lahcen, une enquête a été lancée auprès des adhérents en mai 2018. 148 retours sont parvenus au siège et Laurence en a assuré le dépouillement. Stéphane a produit la synthèse à partir du travail effectué par Laurence, [voir Annexe 1](#).

- **Forum des Adhérents**

Le forum des adhérents via Yahoo (Forum_fdmadfe@yahoogroupes.fr) compte 300 membres.

• Circulaires diffusées

29/08/2017 – Information sur l'élection sénatoriale
01/09/2017 – Soutien à Boris Faure
14/09/2017 – Informations sur l'élection sénatoriale
19/09/2017 – Compte rendu de l'Assemblée générale
20/09/2017 – Tournée de l'exposition « les Roms, luttons contre les idées reçues » en section (Europe)
28/09/2017 – Fiches d'animation sections
28/09/2017 – questionnaire aux participants à l'AG sur les Journées d'août
10/10/2017 – rediffusion : rapport entre les sections et les conseillers consulaires
02/11/2017 – Assurance des conseillers consulaires et conseillers AFE (CC et AFE)
07/11/2017 – Vie des sections (activités, mots de passe, cotisations, etc.) (responsables de sections)
10/11/2017 – Affaires sociales : CCPAS (responsables de sections, CC, CAFE, CA)
27/11/2017 - Communiqué de Fdm-adfe sur le budget de l'enseignement français à l'étranger
18/12/2017 – CR de la CNB de décembre (responsables de sections)
19/12/2017 – paiement de l'assurance : conseillers consulaires et AFE
21/12/2017 – vœux du BN
08/01/2018 – départ de votre conseillère : Laure Pallez
16/01/2018 – enquête : handicap et vie à l'étranger
19/01/2018 – Journée internationale des Femmes le 8 mars 2018
22/01/2018 – magazine Français du monde : mise à disposition
23/01/2018 – CA de la CFE de décembre 2017
01/02/2018 – Réunion du CA du 10 mars (CA + AFE) – date et lieu
01/02/2018 – date et jour de l'AG 2018 (tous les adhérents)
06/02/2018 – Question au CA : pour un État au service d'une société de confiance
21/02/2018 – Dossiers CA (envoi aux administrateurs) + audition MEAE
26/02/2018 - Vie des sections : demande compte rendu des activités envoyée aux bureaux des sections
09/03/2018 – dossiers pour le CA du 10 mars envoyé aux administrateurs
12/03/2018 – CR audition au MEAE du 31 janvier 2018 envoyé aux CC et CAFE
14/03/2018 – Synthèse de l'activité de l'association et vie des sections envoyé aux bureaux des sections.
15/03/2018 - Programme micro-projets de Solidarité Laïque envoyé à tous les responsables
16/03/2018 – CCPAS : compte rendu de la commission nationale de mars
10/04/2018 – appel à candidatures pour le renouvellement partiel du CA
13/04/2018 – pour info : dates des journées d'août 2018
16/04/2018 – Communiqué du BN aux adhérents de la 5ème circo législatives (élections partielles)
27/04/2018 – proposition d'une Coordination des sections d'Europe
10/05/2018 – 2ème RAPPEL : relance : appel à candidatures pour le renouvellement partiel du CA
11/05/2018 – appel à candidatures pour le renouvellement de la commission des conflits
14/05/2018 – Journées d'août 2018 : convocation AG, préprogramme et fiche d'inscription
14/05/2018 – rappel : coordination des sections d'Europe
15/05/2018 – aux responsables de sections : envoi des cotisations au siège de Fdm-adfe
15/05/2018 – Prochaine Commission Nationale des Bourses scolaires (CNB)
28/05/2018 – 3ème RAPPEL : appel à candidatures pour le renouvellement partiel du CA
30/05/2018 – Règlement général de la protection des données (RGPD)
31/05/2018 – Pique de rappel : inscription aux Journées d'août 2018
08/06/2018 – Règlement général sur la protection des données (RGPD)
14/06/2018 – Candidats au renouvellement partiel du Conseil d'Administration
18/06/2018 – Rencontres associatives d'août 2018 - Désignation des mandataires de sections
18/06/2018 – CR de la CNB de juin
21/06/2018 - Questionnaire sur la vie des sections
03/07/2018 – rappel : envoi des cotisations au siège de Fdm
05/07/2018 – Colloque Enfance et Expatriation
09/07/2018 – AG : désignation des mandataires de sections
13/07/2018 – CR du CA de la CFE de juin 2018

• Accompagnement des conseillers consulaires

Simon Holpert, permanent de l'association, est mis à disposition des conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger pendant les sessions AFE de mars et d'octobre.

Il a en charge la rédaction des comptes rendu des réunions de groupe.

Par ailleurs, le siège propose toujours des services spécifiques aux conseillers consulaires : forum, adresse électronique, espace réservé sur le site, assurance négociée.

• Assurances

Les conseillers consulaires peuvent souscrire à l'assurance négociée pour eux par le siège qui assure l'envoi des attestations, intervient en cas de besoin sur le versement des indemnités ad hoc auprès du secrétariat de l'AFE.

L'assurance 2018 est à 225 euros (au lieu de 275).

• Le carte de vœux

Pour la carte de vœux, nous avons décidé de faire voyager le sac Français du monde-adfe !

Communication externe

• Le magazine *Français du monde*

MAGAZINE (10 000 exemplaires / numéro)

- Français du monde n°191 – Où allons-nous ?
- Français du monde n°192 – Nos solidarités
- Français du monde n°193 – spécial Femmes
- Français du monde n°194 – Quelles langues parlez-vous ?



Numéros	191	192	193	194
Personnes atteintes sur Facebook	2959	3424	3893	2598
Partages	20	28	29	21

• La lettre d'information

Jusqu'en mars 2018, la lettre d'information était envoyée une fois par mois à une liste de diffusion de 600 000 adresses courriels. Depuis mai 2018, la Lettre est envoyée à 1 300 000 adresses courriels. L'envoi génère une moyenne d'environ 40 000 visites mensuelles sur le site. Nous voyons l'incidence de l'envoi de la lettre d'information sur la fréquentation du site qui connaît systématiquement un pic de fréquentation lors de l'envoi de la lettre. L'impact de notre lettre d'information est indéniable ; c'est un outil de communication efficace. Cela suppose un important travail en aval et en amont : rédaction de la Lettre, modération des commentaires et traitement des courriels (désinscriptions, réponses aux questions diverses).

Lettres envoyées :

- Lettre d'information n° 128 – septembre 2017
- Lettre d'information n°129 – octobre 2017
- Lettre d'information n°130 – novembre 2017
- Lettre d'information n°131 – décembre 2017
- Lettre d'information n°132 – janvier 2018
- Lettre d'information n°133 – février 2018
- Lettre d'information n°134 – mars 2018
- Lettre d'information n°135 – avril 2018
- Lettre d'information n°136 – mai 2018
- Lettre d'information n°137 – juin 2018
- Lettre d'information n°138 – juillet 2018

• Site internet

Relais des Informations concernant les Français de l'étranger, la vie des sections et les portraits de nos adhérents. Aussi communication des informations de nos partenaires (AEFE, CFE, Solidarité Laïque ...).

Le site internet est consulté en moyenne 40 000 fois par mois avec des pics correspondant aux envois de la lettre d'information.

Nouvelles Thématiques sur le site :

Rubrique Autour des femmes

Chaque semaine depuis le 2 janvier et jusqu'à la journée internationale des femmes le 8 mars, Français du monde-adfe a mis en avant un livre et un film autour des femmes de plusieurs pays : Afghanistan, Argentine, Australie, Bhoutan, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Chine, Espagne, Etats-Unis, Haïti, Hongrie, Iran, Israël, Italie, Norvège, Tunisie et Vanuatu.

Rubrique Francophonie

Depuis le 13 mars Français du monde-adfe met en avant un livre et un film francophones : Algérie, Burkina Faso, Canada, Iran, Irlande et Maroc.

Portraits adhérents dans la rubrique « Ma vie d'ailleurs »

- Damien Martin : Bénin – septembre 2017
- Odile Meriam-Tourki : Tunisie – octobre 2017
- Myriam : Equateur – octobre 2017
- Catherine Smadja-Froguel : Londres, Royaume-Uni – novembre 2017
- Jean-Philippe Grange : Sydney, Australie – décembre 2017
- Rizgar Khorshid : Munich, Allemagne – décembre 2017
- Pascal Prestat : Vanuatu – janvier 2018
- Florence Jaugey : Nicaragua – mars 2018
- Laure Pallez : Washington, Etats-Unis – juillet 2018

Hommage à Marie-Hélène Beye, militante de toujours et figure immense de notre association au Mali – novembre 2017

13 Jeux-concours avec rédactionnel

- DVDs Focus Iran en partenariat avec Doriane films – septembre 2017
- Guides de la collection EAT en partenariat avec Tana Editions – octobre 2017
- Objets dérivés de l'exposition « Malick Sidibé, Mali twist » en partenariat avec la Fondation Cartier pour l'art contemporain – novembre 2017
- Coffrets de produits belges en partenariat avec Belgo-Box – novembre 2017
- Albums de la collection color me en partenariat avec Sémiose – décembre 2017
- Livres Enfants d'ici, parents d'ailleurs en partenariat avec Gallimard Jeunesse – janvier 2018
- Coffrets DVDs Sagas du Nord en partenariat avec ESC Editions – février 2018
- Livres La soupe de Kafka de Mark Crick en partenariat avec les Éditions Baker Street - mars 2018
- Magazine trimestriel Baïka destiné aux 8-12 ans dédié à l'Égypte et au Canal de Suez à l'occasion de l'exposition à l'Institut du Monde Arabe "L'épopée du canal de Suez - Des Pharaons au XXI^e siècle" – avril 2018
- Invitations à la Cité des sciences et de l'industrie – avril 2018
- Livres Lettre ouverte à Brigitte Macron de Jean-Luc Romero-Michel en partenariat avec les éditions Michalon – avril 2018
- CD de l'album Mil hent - Mille chemins de Denez en partenariat avec Coop Breizh – juillet 2018
- Cartes Palomar - août 2018

Nombre d'articles publiés sur le site :

<i>septembre 2017</i>	10	<i>mars 2018</i>	16
<i>octobre 2017</i>	12	<i>avril 2018</i>	10
<i>novembre 2017</i>	12	<i>mai 2018</i>	9
<i>décembre 2017</i>	9	<i>juin 2018</i>	7
<i>janvier 2018</i>	25	<i>juillet 2018</i>	5
<i>février 2018</i>	19	<i>août 2018</i>	2

Visites mensuelles sur le site :

<i>septembre 2017</i>	36 989	<i>mars 2018</i>	42 377
<i>octobre 2017</i>	40 645	<i>avril 2018</i>	39 356
<i>novembre 2017</i>	32 492	<i>mai 2018</i>	49 906
<i>décembre 2017</i>	26 459	<i>juin 2018</i>	43 853
<i>janvier 2018</i>	38 385	<i>juillet 2018</i>	42 377
<i>février 2018</i>	31 126	<i>août 2018</i>	

Source : Google Analytics

Objets dérivés

Production de 500 sacs en tissu et de 1000 stylos. Ces objets seront distribués entre autre à l'AG 2018, visibilité lors de colloques, salons, déplacements, rencontres ...



Réseaux sociaux

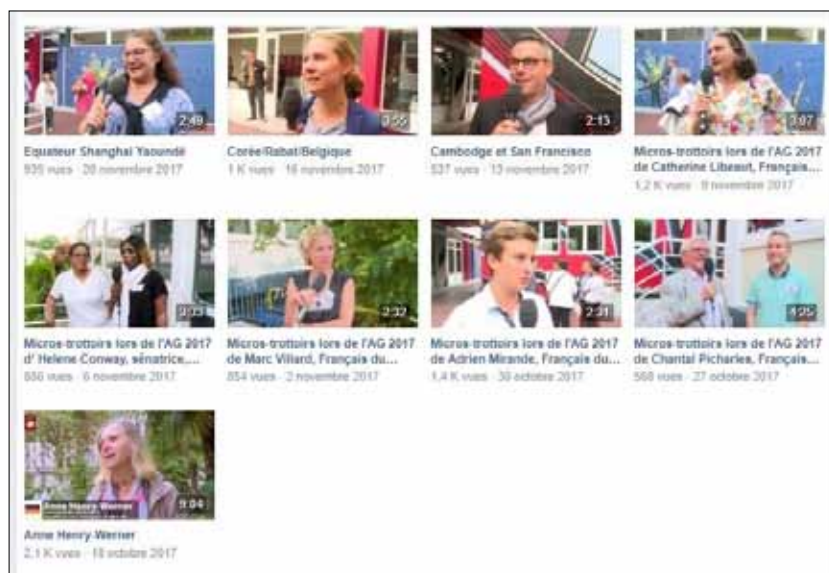
• Facebook

12 443 (août 2018) soit 1 079 abonnés supplémentaires depuis juillet 2017 (11 364 amis)

La publication la plus populaire :



9 micro-trottoirs de l'AG y sont présentes :



• Instagram

190 abonnés au mois d'août 2018.

La publication la plus populaire :



• Twitter

1867 abonnés en août 2018 soit 277 abonnés supplémentaires depuis juillet 2017 (1 590 abonnés)

Les deux publications les plus populaires :



Autre

• Forum Expat

Français du monde-adfe a participé au Forum Expat qui s'est tenu les 5 et 6 juin à la cité de la mode et du design à Paris.

Nous avons rencontré et renseigné une centaine de personnes : depuis des rêves de départ jusqu'aux départs construits et préparés, des étudiants, des personnes à la recherche d'informations sur les emplois à l'étranger, sur l'humanitaire, à la recherche de contacts dans les différents pays, des retraités cherchant le pays parfait... et des expatriés cherchant à repartir.

Nous retenons de ces deux jours l'importance à informer sur l'existence de Français du monde-adfe, sur son rôle, le rôle des conseillers consulaires totalement inconnus du grand public, le rôle des parlementaires.



III. Commission des conflits

La CNC n'a eu aucun litige à traiter au cours de l'année associative écoulée.

En dépit de problèmes rencontrés à Tokyo, Japon, (contestation de l'AG et de l'élection du nouveau bureau) et à Annaba, Algérie, où le bureau n'a pas été capable de répondre aux motivations d'exclusion de la vice-présidente et de satisfaire aux demandes du Bureau national, aucune suite n'a été donnée en direction de la CNC concernant Tokyo.

A Annaba, la convocation d'une AG par le Bureau national et l'élection d'un nouveau bureau a mis fin au problème.

En conséquence la CNC n'a eu aucun litige à traiter au cours de l'année associative écoulée. Conformément aux statuts, le renouvellement des membres du la CNC est à l'ordre du jour de cette AG 2018. Il convient donc de renouveler 3 titulaires et 3 suppléants. En réponse à la circulaire du secrétaire général en date du 11 mai, ont été reçues 6 candidatures, dont :

3 titulaires : Bernard Cassaignau, Luxembourg - candidat sortant
Anne Henry-Werner, Allemagne
Pierre Ory, Corée du Sud – candidat sortant

Et 3 suppléants : Marie-Laure Rieu-Millan, Espagne – candidate sortante
Yvonne Trah Bi, Côte d'Ivoire – candidate sortante
Khadija Belcaid, Maroc

Annexe 2 : rapport de la commission des conflits

IV. Relations institutionnelles

L'association a des relations régulières avec le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Nous sommes en contact étroit avec l'AEFE, la MLF, le CNED, la FAPEE, la CFE, et les Fédérations de parents d'élèves et les syndicats enseignants.

Annexe 3 : synthèse de l'audition relative à la représentation des Français établis hors de France

CONCLUSION

Pour terminer, je tiens à rappeler le soutien qu'apportent à Français du monde-adfe nos élus sénatrices et sénateurs ainsi que les conseillers consulaires. Il faut rendre hommage à nos responsables de section, aux adhérents-militants de notre association qui, localement, sont impliqués pour la faire vivre, la fortifier dans un contexte parfois difficile en raison de l'émergence de nombreuses associations ; parfois, comme on peut le constater pour d'autres groupements, en raison d'un comportement de consommateur lequel néglige l'engagement.

Enfin, je souligne que le conseil d'administration et le bureau national ont travaillé main dans la main afin de maintenir l'esprit associatif qui préside au fonctionnement de l'association : collégialité dans les décisions, solidarité et souci de l'intérêt de ses membres.

Gérard Martin
Secrétaire général